

ALLER AU-DELÀ DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



Les inégalités de revenus et l'extrême pauvreté s'aggravent. Nous avons besoin d'un nouveau contrat social de solidarité et d'inclusion prévoyant le partage des avantages économiques. Le progrès devrait être mesuré par des indicateurs qui vont au-delà du produit intérieur brut (PIB), l'objectif étant de prendre en compte l'effet distributif et de respecter le principe de ne laisser personne de côté.



Les prix des denrées alimentaires ont atteint un niveau record en 2022. La faim et l'insécurité alimentaire nuisent gravement au bien-être, risquent de plonger davantage de personnes dans la pauvreté et accroissent les vulnérabilités et les niveaux d'endettement. De véritables solutions communes doivent être trouvées rapidement.



Nous avons besoin d'indicateurs et de politiques portant sur le « bien-être et les moyens d'action » qui mettent l'accent sur les personnes, leur santé et leur bien-être et qui favorisent une participation significative. La valeur sociale de la prestation de soins dans le milieu de vie, de la santé, du bien-être et de la sécurité continue d'être largement passée sous silence.



Au lieu d'être perçue comme un coût, l'éducation devrait être perçue comme un investissement dans le capital humain et traitée en tant que capacité de production essentielle. L'accès à l'éducation est la clé de l'égalité des chances et doit être considéré comme un facteur de croissance et de bien-être.



Nous ne sommes pas en bonne voie d'atteindre l'égalité des genres à l'horizon 2030. La prestation non rémunérée de soins dans le milieu de vie, effectuée par les femmes, réduit les perspectives économiques et n'est pas prise en compte dans le PIB, ce qui a pour effet de sous-évaluer la véritable contribution des femmes à la société. Les instruments qui vont au-delà du PIB devraient faire intervenir, dans des domaines thématiques, des indicateurs de genre qui mesurent et comparent de manière adéquate la situation des femmes et des hommes dans tous les domaines de la vie.



Les ressources naturelles essentielles, telles que l'eau propre, sont indispensables au bien-être et au respect du droit de chacun et chacune à vivre sur une planète saine. Les données relatives à l'indicateur 6.1.1 font ressortir des différences régionales marquées en matière d'accès à l'eau potable gérée de façon sûre, ainsi que l'existence de défis de taille, surtout en Afrique. Si l'on veut relever ces défis, il faut disposer d'indicateurs qui rendent compte de ces divergences et éclairent les politiques.



L'accès universel à des services énergétiques durables et propres à un coût abordable est loin d'être une réalité tandis que la demande énergétique à l'échelle mondiale ne cesse d'augmenter. Nous avons besoin d'un changement fondamental en faveur d'une « économie innovante et éthique » si nous voulons garantir l'efficacité énergétique et impulser l'innovation en vue de mettre au point des technologies plus vertes.



Le PIB ne tient pas compte des types de croissance atteints ni de la manière dont ils le sont (conditions de travail, impact sur le climat et la biodiversité, etc.). Des indicateurs et des politiques ciblées devraient permettre d'évaluer le rôle que joue l'économie s'agissant d'assurer l'égalité des chances, l'épanouissement personnel, l'autonomisation et l'équité de rémunération et prendre en compte la contribution du secteur informel.



L'innovation et les technologies, notamment l'intelligence artificielle, se développent rapidement. Il est donc nécessaire de disposer de nouveaux indicateurs pour éclairer les politiques qui tireraient parti de ces évolutions et mettre en place une infrastructure plus résiliente, optimiser la production alimentaire, réduire au minimum les déchets, surveiller la pollution et limiter les émissions en vue de développer une industrie durable.



Les inégalités en matière de santé, d'éducation, de revenus, de richesses, d'accès aux ressources et de perspectives persistent. Les indicateurs devraient servir à éclairer les efforts visant à mettre fin à toutes les formes de discrimination.



Il faut des données plus solides et ventilées sur les zones rurales et urbaines, les groupes de population et les communautés locales pour évaluer la durabilité et la résilience. Il s'agit d'un outil de planification urbaine et régionale utile pour lutter contre les vulnérabilités et la pollution de l'air et améliorer la gestion des déchets.



Notre empreinte matérielle à l'échelle mondiale augmente plus rapidement que la population et la production économique. Le progrès doit se mesurer à l'aide d'indicateurs qui vont au-delà du PIB et prennent en compte le revenu, la richesse et la consommation tout en offrant des données très détaillées sur la répartition, permettant ainsi d'évaluer les inégalités et de fournir des éléments plus solides sur l'utilisation responsable des ressources naturelles.



Une réduction annuelle des émissions, comme en 2020 lors de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), nous rapprocherait des objectifs fixés dans l'Accord de Paris. Cependant, en 2021, la consommation de charbon et de pétrole a augmenté de façon spectaculaire, contribuant à un nouveau record d'émissions de carbone. Il est nécessaire d'avoir de nouveaux indicateurs ciblant l'action climatique et le financement connexe pour faire face aux vulnérabilités croissantes et soutenir la réduction des risques de catastrophe, ainsi que les mesures d'adaptation et d'atténuation.



La charge chimique transportée par les océans s'accroît. La pollution marine par les plastiques a été multipliée par 10 depuis 1980, touchant au moins 267 espèces. L'utilisation d'indicateurs thématiques dans une série de domaines tels que l'agriculture, la sylviculture et la pêche durables, l'énergie, les flux de matières et l'eau permettrait de prendre de meilleures décisions de politique générale de sorte à répondre à ces préoccupations croissantes.



Nous devrions tenir compte de l'utilisation des ressources naturelles, de leur dégradation et de la biodiversité dans toutes les décisions économiques, y compris les conséquences que ces décisions ont pour les personnes vulnérables. Depuis 1970, les populations mondiales de mammifères, d'oiseaux, de poissons, d'amphibiens et de reptiles ont diminué de 68 % et plus d'un million d'espèces sont menacées d'extinction. Le progrès devrait être mesuré à l'aide d'indicateurs qui vont au-delà du PIB et rendent compte de manière adéquate du coût actuel de la production et du développement économique, qui est resté invisible et n'a pratiquement pas été pris en compte jusqu'à présent.



L'absence d'état de droit et le non-respect des droits humains aggravent l'insécurité, entraînant un déclin historique du développement humain. Les indicateurs et les politiques devraient s'intéresser surtout aux institutions efficaces et à la gouvernance participative, l'objectif étant d'éviter un recul s'agissant de l'instauration de conditions humaines et planétaires justes et pacifiques.



Si nous voulons que la prise de décisions repose toujours sur des données allant au-delà du PIB, il nous faut une capacité statistique plus forte pour investir dans les bons indicateurs qui nous permettront de nous orienter vers un multilatéralisme et une solidarité renforcés, s'agissant de la répartition équitable des coûts, des avantages, des droits et des charges, et contribueront à rendre visibles les pratiques illicites, illégales et préjudiciables en vue de les enlever.

Sources : Nations Unies, [Rapport sur les objectifs de développement durable 2022](#) (New York, 2022); rapport du Comité de haut niveau sur les programmes, intitulé « [Valuing What Counts: United Nations System-wide Contribution on Progress beyond Gross Domestic Product](#) ».